

Mobilisation dans toute l'Europe pour demander aux institutions publiques de #BoycottCAF

Des militants à Paris remettent sur place une lettre au bureau de CAF.

Par BDS movement, le 1^{er} avril 2021

Pour commémorer la Journée de la terre palestinienne et dénoncer l'implication de la société espagnole CAF dans l'apartheid israélien, de nombreux événements ont eu lieu dans toute l'Europe.

La Fédération Générale des syndicats indépendants de Palestine et la nouvelle Fédération palestinienne des syndicats ont écrit une lettre aux institutions publiques en Europe qui se lit comme suit :

« Les institutions publiques européennes, principaux clients de la société espagnole CAF, peuvent et doivent exclure CAF des appels d'offres et des contrats en raison de ses implications dans les violations flagrantes des droits humains par le biais de ses affaires avec le projet JLR illégal d'Israël, (tramway de Jérusalem) ».

Des groupes à travers toute l'Europe ont remis cette lettre à leurs élus leur demandant de ne pas attribuer de marchés publics à la société CAF, à l'entreprise française Alstom, qui figurent dans la base de données des Nations unies sur les entreprises se rendant complices des colonies de peuplement illégales israéliennes, ou à toute autre entreprise qui tire profit des violations des droits des Palestiniens.

Dans l'État espagnol, le Comité Solidaridad avec la cause arabe a remis la lettre au président de la RENFE, la société ferroviaire nationale d'Espagne. Près de 600 personnes ont adressé un courriel au ministre espagnol des Transports et à la RENFE.

Tôt dans la matinée, à Saragosse, où CAF possède l'usine qui doit fabriquer la plupart des composants du tramway de Jérusalem, plus de 20 organisations de défense des droits de l'homme et syndicats ont remis une lettre au président de CAF et à tous ses actionnaires.

En France, des groupes se sont mobilisés à Paris et à Saint-Étienne. À Paris, un groupe a remis la lettre au bureau de CAF, où les salariés ont confirmé qu'ils étaient bien informés de la campagne de boycott et de ses exigences.

À Saint-Étienne, des personnes ont organisé une manifestation symbolique près du tramway construit par CAF. Auparavant, des groupes à Lyon avaient distribué des tracts pour informer sur la complicité de CAF dans l'annexion illégale, par Israël, de la Jérusalem-Est palestinienne.

Dans la capitale de la Norvège, à Oslo, des membres du Palestinakomiteen ont remis la lettre en mains propres aux édifices gouvernementaux et écrit une lettre ouverte au ministre des Transports, leur demandant de respecter les droits humains internationaux et que la Norvège se serve activement de sa position au Conseil de sécurité des Nations unies pour empêcher que l'État israélien n'accapare plus de terres. Près de 6000 personnes ont adressé des lettres à la compagnie ferroviaire norvégienne, Norske Tog, et au ministère norvégien des Transports, pour demander que la CAF soit exclue des appels d'offres publics.

Au Royaume-Uni, des centaines de personnes se sont joints à un twitterstorm demandant au HS2 (projet de ligne de train à *grande* vitesse) et au département des Transports d'écouter les

organisations de défense des droits de l'homme et les experts juridiques sur l'obligation d'exclure CAF du HS2 jusqu'à ce qu'elle mette fin à son rôle dans le tramway israélien illégal de Jérusalem.

De même, plus de 700 personnes ont pris contact avec les autorités néerlandaises. Depuis 2018, CAF a obtenu au moins trois contrats importants aux Pays-Bas, ce qui a incité les militants à faire pression sur les autorités néerlandaises afin qu'elles ne les renouvellent pas, et qu'elles excluent CAF des prochains appels d'offres.

Au Pays basque, ont eu lieu d'importantes mobilisations sur la Journée de la terre palestinienne, soutenues par les principaux syndicats, afin de protester contre la complicité de CAF et des institutions basques avec l'apartheid israélien. Ces mobilisations ont eu lieu à Pampelune, Saint-Sébastien, Bilbao et Vitoria-Gasteiz.

L'entreprise française Veolia a perdu des milliards d'euros de contrats pour sa participation au tramway de Jérusalem suite aux campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancées contre elle. Ces pertes importantes ont finalement contraint l'entreprise à se défaire totalement de ses affaires israéliennes illégales.

Source : BDS Movement

Traduction BP pour BDS France

N'attribuez pas de marchés publics à la société CAF tant qu'elle profite des violations israéliennes des droits de la personne humaine

Pour la Journée de la Terre, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour mettre fin à l'apartheid israélien.

Il y a quarante cinq ans aujourd'hui, la police israélienne tuait par balles six citoyens palestiniens d'Israël alors qu'ils manifestaient contre l'expropriation par le gouvernement israélien de centaines d'hectares de terre palestinienne. Depuis lors, le 30 mars a été commémoré partout par les Palestiniens comme la Journée de la Terre.

Même si Israël a mis l'annexion officielle sur pause, son annexion de facto, qui se poursuit depuis des décennies, ne cesse de s'étendre. Israël continue de voler la terre palestinienne, privant les Palestiniens de leurs moyens de subsistance, en tant que moyen de nettoyage ethnique.

En août 2019, la société basque « Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles (CAF) » s'est vue attribuer¹ le contrat d'expansion et de fonctionnement du dit Tramway de Jérusalem (JLR) israélien qui relie des colonies israéliennes illégales à Jérusalem Ouest. L'expansion se fait sur la terre palestinienne occupée, contrairement au droit international, et contribue également à ancrer l'occupation armée et l'apartheid israéliens. Par ailleurs, Shapir, qui travaille en partenariat avec CAF à l'expansion du JLR, est inscrite dans la base de données de l'ONU des sociétés² complices de l'entreprise coloniale illégale d'Israël, crime de guerre

selon le droit international.

La contribution de CAF au système d'occupation illégale et d'apartheid israéliens est maintenant la cible d'une campagne internationale de défense des droits de la personne humaine soutenue par les grands syndicats d'Europe. Les syndicats qui représentent les travailleurs de l'usine espagnole de CAF protestent contre la contribution de leur employeur aux violations israéliennes des droits des Palestiniens et exigent que la société se retire.

La société française Veolia, qui a piloté la première phase de construction du JLR, a dû vendre la totalité de ses actions après avoir perdu plus de 20 milliards \$ de marchés publics à cause de la campagne de défense des droits de la personne humaine menée contre elle.

Les institutions publiques européennes, principaux clients de CAF, peuvent et devraient exclure CAF des appels d'offre et des marchés à cause de son implication dans des violations flagrantes des droits de la personne humaine par le biais de ses affaires avec le projet illégal israélien JLR.

En cette Journée de la Terre, les Palestiniens rappellent aux institutions publiques d'Europe et du monde entier leurs obligations juridiques et éthiques : **Respectez nos droits fondamentaux. N'attribuez pas de marchés à CAF**, ni à aucune société inscrite dans la base de données de l'ONU, jusqu'à ce qu'elles cessent de tirer profit de l'apartheid israélien et de sa colonisation incessante de notre terre.



Fédération Générale des Syndicats Indépendants – Palestine

Nouvelle Fédération palestinienne des Syndicats

1

<https://www.caf.net/en/sala-prensa/nota-prensa-detalle.php?e=286>

2

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25542&LangID=E>

Traduction J. Ch. pour BDS France

31 organisations de défense des droits humains, réseaux & syndicats, palestiniens & européens demandent que la compagnie basque CAF soit incluse dans la banque de données des Nations Unies sur les colonies

Par BDS movement, le 9 février 2021

CAF étendra et exploitera le Train léger de Jérusalem, qui relie les colonies illégales en territoire palestinien occupé.

31 organisations de défense des droits humains, réseaux et syndicats de premier plan, de Palestine et d'Europe, ont soumis un rapport au bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève, demandant que *Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles* (CAF) soit incluse dans la banque de données des Nations Unies des entreprises impliquées dans les activités coloniales illégales d'Israël, à cause de son rôle dans l'extension et l'exploitation du Train léger de Jérusalem (JLR), qui enracine les colonies illégales d'Israël dans Jérusalem occupée et annexée. Parmi les organisations qui ont remis le rapport figurent Amnesty International Espagne, Al-Haq, le *Cairo Institute for Human Rights Studies* (CIHRS, Institut du Caire pour les études sur les droits humains), le Centre de recherche sur les corporations multinationales (SOMO), 11.11.11, CNCD-11.11.11, le Centre européen de soutien juridique (ELSC), NOVACT – Institut international pour l'action non-violente, le Forum sur les droits, l'Institut transnational (TNI) et *War on Want* [Guerre à la misère].

La banque de données onusienne des compagnies impliquées dans l'entreprise illégale de colonisation d'Israël a été rendue publique en février 2020 ; elle liste 112 compagnies israéliennes et multinationales, dont le partenaire israélien de CAF pour le JLR, Shapir. Le HCDH est mandaté pour mettre à jour la banque de données chaque année. En 2016 et 2017, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a jugé le JLR illégal, disant qu'il est « en violation claire du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies ».

Le rapport commun soumis au HCDH explique que : « En connectant les colonies et en facilitant la mobilité entre elles, Jérusalem-Ouest et Israël, le JLR contribue substantiellement à la maintenance et à l'extension des colonies illégales d'Israël dans Jérusalem-Est occupé et à l'enracinement de l'annexion illégale de la ville par Israël,

consolidant finalement l'annexion par Israël du territoire palestinien occupé, ce qui est contraire au droit international ».

Maha Abdallah de l'Institut du Caire pour les études sur les droits humains a dit : « En réalisant le projet dans Jérusalem-Est occupée et annexée, CAF est impliqué dans des violations flagrantes et systématiques des droits humains fondamentaux contre les Palestiniens ». Abdallah a ajouté : « La construction de la 'Ligne rouge' déjà existante a provoqué des expropriations importantes de biens palestiniens, alors que la nouvelle 'Ligne verte' servira la colonie de Gilo, parmi d'autres colonies illégales, dont l'existence et la croissance privent les Palestiniens d'accès à leur terre et à leurs ressources et de leur usage. »

Dans ce but, le HCDH doit remplir intégralement son mandat en mettant à jour annuellement la banque de données des Nations Unies pour y inclure les compagnies impliquées dans l'entreprise coloniale illégale d'Israël – ainsi qu'il en a reçu originellement le mandat de la part du Conseil des droits de l'homme, dans la résolution 31/36 de 2016. Wesam Ahmad, le Coordinateur pour les entreprises et les droits humains d'Al-Haq a dit : « La banque de données est un outil important pour mettre à jour la structure économique incitative qui a permis à une occupation militaire de se transformer en une situation de colonialisme contemporain et le rôle d'entreprises comme CAF doit être traité dans la mise à jour annuelle. »

Giovani Fassina, directeur de programme d'ELSC, a dit: « L'activité continue de CAF dans les TPO est illégale selon le droit international. En mettant leurs intérêts commerciaux au-dessus des droits à l'existence des Palestiniens vivant sous une occupation prolongée et illégale, CAF a choisi de placer le profit avant l'humanité. Nous espérons que par son inclusion dans la banque de données des Nations Unies CAF entendra l'appel de la société civile et se retirera du projet JLR.

En février 2020, 70 groupes basques ont lancé une campagne appelant CAF à se retirer du JLR. Il y a deux semaines, des personnes de tout le pays basque – à Iruña, Bilbao, Gasteiz, et Oñati – ont manifesté pour demander que CAF cesse de construire le JLR. Kepa Torrijos de Sodepaz, une des organisations du pays basque signataires, a dit : « Les groupes du pays basque travaillent sans relâche pour mettre fin à la complicité basque avec l'apartheid israélien. Nous travaillons étroitement avec des syndicats à l'intérieur de CAF, qui depuis le tout début ont aussi appelé à ce que la compagnie ne participe pas à l'appel d'offres. Le conseil des travailleurs au siège de CAF à Beasain a appelé CAF à se retirer du projet. Nous sommes aussi liés à des groupes de toute l'Europe qui essaient de faire exclure CAF des offres publiques jusqu'à ce que CAF mette fin à son implication avec l'apartheid israélien. »

De plus, des organisations espagnoles de défense des droits humains, des syndicats en Norvège, et des groupes de la société civile au Royaume-Uni appellent à ce que CAF soit exclu des contrats publics dans leur pays à cause de sa construction du JLR.

Mardi 15 décembre 2020, des militants israéliens ont bloqué la construction du Train léger de Jérusalem dans la colonie de Gilo. Ils tenaient une banderole disant : « CAF, descends du train de l'apartheid israélien » et ont appelé CAF à se retirer du projet JLR.

Liste complète des signataires :

1. 11.11.11
2. Al-Haq
3. Amnesty international Espagne
4. Association France Palestine Solidarité (AFPS)
5. Belfast Trades Union Council
6. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
7. CNCD-11.11.11

8. Comité Solidaridad con la Causa Árabe
9. Craigavon Trades Council
10. European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)
11. European Legal Support Center (ELSC)
12. European Trade Union Network for Justice in Palestine
13. Fagforbundet – Norwegian Union of Municipal and General Employees
14. ICAHD Finland
15. Mundubat
16. Northern Ireland Public Service Alliance (NIPSA)
17. Norwegian People's Aid
18. Norwegian Union of Railway Workers
19. NOVACT – International Institute for Nonviolent Action.
20. Palestinian Center for Human Rights (PCHR)
21. Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC)
et ses membres :

- Al-Haq, Law in the Service of Mankind.
- Al Mezan Center for Human Rights
- Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
- Palestinian Center for Human Rights
- DCI – Defense for Children International – Palestine
- Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center
- Aldameer Association for Human Rights
- Ramallah Center for Defense of Liberties and Civil Rights
- The Independent Commission for Human Rights (Ombudsman Office) – Observer Member
- Muwatin Institute for Democracy and Human Rights – Observer Member

22. Paz con Dignidad
23. Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
24. Sodepaz
25. SUDS
26. The Centre for Research on Multinational Corporations

(SOMO)

27. The Rights Forum
28. Transnational Institute (TNI)
29. Union syndicale Solidaires
30. War on Want
31. Women in Black (Vienna)

Pour un résumé du rapport cliquez [ici](#).

1 Pour la liste complète des signataires, voir ci-dessous.

2 Résolutions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies A/HRC/31/L.39, 22 mars 2016, p. 7 (a) et A/HRC/34/L.41/Rev.1, 22 mars 2017, p. 8 (a).

Source : BDS Movement

Traduction CG pour BDS France